

REPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Ir. Odette KAYITESI

**DECLARATION DE LA DELEGATION BURUNDAISE A L'OCCASION DE LA
DEUXIEME CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION**

Messieurs les Chefs d'Etats et de Gouvernements ;

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;

Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général des

Nations Unies pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition ;

Mesdames, Messieurs les Membres des différentes Délégations ;

Distinguées invités,

Mesdames,

Messieurs,

1. C'est pour moi et tout le peuple Burundais un honneur et un réel plaisir de pouvoir prononcer cette déclaration au nom de la délégation burundaise présente à ces assises.

2. Résoudre à court, moyen et long-terme le problème de malnutrition demeure l'un des défis majeurs et préoccupants du Gouvernement du Burundi et ses partenaires. En effet, le Burundi est un des pays ayant un taux de malnutrition chronique des plus élevés de l'Afrique et dans le monde.

3. Les études réalisées par les Agences Onusiennes intervenant dans le domaine de la nutrition relèvent les taux suivants :

⇒ Le taux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans était de 58 % (EDS 2010) et est actuellement de 49% d'après l'étude sur l'analyse globale de la nutrition, la sécurité alimentaire et la vulnérabilité réalisées par le PAM pour un seuil de 40% ;

⇒ L'insuffisance pondérale de 28,8% à 26,8% pour un seuil de 30% ;

⇒ La consommation moyenne par personne est de 1600 kcal par jour sur un seuil de 2100 kcal ;

⇒ L'indice global de la faim qui était de 38,8 en 2013 est passé à 35,6 en 2014 (IFPRI) ;

⇒ La prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer est de 19% ;

⇒ Et Seulement 19 % d'enfants de 6 à 23 mois reçoivent une alimentation diversifiée.

4. Les causes majeures comprennent les pratiques d'hygiène et assainissement inappropriées, le faible accès à une alimentation adéquate pour la majorité des ménages, les pratiques alimentaires inappropriées, l'accès limité à l'eau potable, l'accès difficile aux services de santé, la cherté de la vie, le faible niveau d'éducation des femmes, la prévalence des maladies infantiles, notamment les maladies diarrhéiques et les infections respiratoires aiguës dont la pneumonie.

Mesdames,

Messieurs,

5. Fort de ces constats, le Gouvernement du Burundi, appuyé par ses partenaires techniques et financiers en général et les Agences du Système des Nations Unies (UNICEF, FAO, PAM, OMS et FIDA) en particulier, a fait de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, une de ses priorités stratégiques en visant une amélioration des performances de tous les secteurs dont les actions influencent directement ou indirectement l'état nutritionnel de la population. Il s'agit des secteurs tels que l'agriculture, la santé, l'éducation, l'environnement, etc.
6. Ainsi, le Gouvernement a organisé son premier Forum National sur la sécurité alimentaire et la nutrition en 2011. L'une des principales recommandations était l'adhésion du Burundi au Mouvement « Scaling-Up Nutrition » (SUN) et à l'initiative « Renewed Efforts to Alleviate Child Hunger » (REACH) dont le Burundi est membre aujourd'hui. L'adhésion à ces deux initiatives a permis un engagement politique de haut niveau, mais a aussi établi des partenariats fructueux et la mise en place d'un cadre de coordination multisectorielle des interventions de haut niveau.
7. Cette adhésion s'est concrétisée par la mise en place de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle qui sert de plateau d'échanges et de proposition des réformes pour une participation effective de toutes les parties prenantes impliquées dans la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire.
8. Dans le cadre d'une prise en compte de la multisectorialité dans la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, un Plan Stratégique Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et de Nutrition est au stade de finalisation en vue de servir de document de travail pour tous les intervenants. Ce plan est décliné sur quatre orientations à savoir :
 - ⇒ Leadership et coordination multisectorielle ;
 - ⇒ Prévention et prise en charge de la malnutrition;
 - ⇒ Promotion et renforcement de la sécurité alimentaire ;
 - ⇒ Développement et renforcement des stratégies sensibles à la nutrition.
9. Le Gouvernement du Burundi, à travers le Comité de Pilotage de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle a mis en avant deux actions phares à savoir la promotion et la mise en place de jardins potagers (kitchen gardens) au niveau des ménages et des écoles pour contribuer à la diversification de l'alimentation ainsi que la promotion du lavage des mains à l'eau et au savon (via les

tippy-tap) pour prévenir les maladies liées aux mains sales qui menacent l'état nutritionnel.

10. Ces actions phares sont actuellement en diffusion à travers tout le pays et des formations des acteurs clés ont commencé et poursuivront jusqu'au niveau communautaire dans le souci de la pérennisation des acquis.
11. En vue de la mise en œuvre effective des activités dix groupes techniques de travail articulés sur les axes du plan stratégique et chargés ont été formés. Un Secrétariat SUN/REACH composé du Point Focal SUN qui en est le Coordonnateur, des Facilitateurs REACH et d'un Assistant technique a été mis en place.

Mesdames,

Messieurs,

12. Conscient que la malnutrition est une menace très sérieuse à la réalisation du premier Objectif du Millénaire pour le Développement, celui de réduire de moitié la pauvreté et la faim, le Gouvernement du Burundi s'est déjà engagé et a placé la nutrition parmi les priorités de l'agenda du développement national dont le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP II) et la Vision Burundi 2025. Cette volonté politique de lutter contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire s'est aussi traduite à travers les différentes stratégies sectorielles : le Plan National de Développement Sanitaire au niveau du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA (MSPLS), le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MINAGRIE), etc.
13. Le Gouvernement du Burundi réitère ses engagements pris à la première Conférence Internationale sur la nutrition et au Sommet Mondial de l'Alimentation et promet de redoubler d'effort pour appuyer des initiatives telles que Défi Faim Zéro.
14. Réduire de 58 % à 49% le taux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans entre 2010 et 2014, et passer 38,8 à 35,6 pour l'indice global de la faim en l'espace d'une année (2013 – 2014) témoigne des efforts en cours au niveau national etc.
15. Ces indicateurs restent élevés certes et nous interpellent tous, le Gouvernement Burundais, les ONG nationales et internationales, les chercheurs, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé à investir plus dans la nutrition afin de préparer un avenir meilleur qui passera par le développement intégral de tous les secteurs de la vie nationale.
16. Le gouvernement du Burundi s'engage à renforcer les capacités institutionnelles, à mettre en place une coordination intersectorielle efficace, à prioriser les plans d'investissement orientés vers les systèmes alimentaires et à mettre à contribution toutes les parties prenantes et soutenir les efforts consentis pour accélérer la lutte contre la malnutrition.

17. Le gouvernement du Burundi s'engage aussi à œuvrer pour l'intégration de la nutrition à travers les stratégies et politiques sectorielles sensibles à la nutrition.

Mesdames,

Messieurs,

Tous protocoles observés,

18. Le Gouvernement du Burundi et tout le peuple burundais apprécient les efforts des Organismes des Nations Unies et de la Coopération Internationale pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement et compte sur leur soutien et collaboration pour réduire le fardeau de la malnutrition et de la pauvreté, élément clé pour des objectifs de développement pour l'ère post 2015.

19. Je ne saurais terminer ma déclaration sans remercier les différents acteurs et intervenants dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour leur engagement et leur disponibilité à ne ménager aucun effort dans la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Nos remerciements s'adressent aussi à tous les partenaires techniques et financiers pour leurs appuis multiformes. Le peuple Burundais est confiant qu'avec le soutien de la communauté internationale, le Burundi deviendra un pays où l'insécurité alimentaire et la malnutrition ne se font plus parler.

Vive la coopération internationale efficace et efficiente !

Non à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Burundi et dans le monde !

Ensemble nous ferons la différence !

Je vous remercie